

Initiatives ministérielles

promoteur des agriculteurs et agricultrices de la Gaspésie. Mais, quand j'entends l'opposition défendre la fonction publique, encore là, je mets en doute leurs propos.

M. Landry: Monsieur le Président, ça me fait bien plaisir de répondre à mon collègue d'en face. Il y a une chose dont je voudrais lui parler. Qu'on regarde, si vous voulez, au niveau du sirop d'érable qui existe, on a des surproductions et regardez ce qui se passe. Je vais aller plus loin que cela en prouvant vraiment au gouvernement ce qui s'est passé avec le Québec et avec le reste du Canada. On va vous parler de la pomme de terre. Au Nouveau-Brunswick, on produit la pomme de terre, on la produit au Québec aussi et le fédéral subventionnait les cultivateurs de pommes de terre du Nouveau-Brunswick pour qu'ils aillent sur le marché du Québec.

Jamais les Québécois n'ont eu 5c. pour partir de leur région et s'en aller sur le marché, à l'intérieur même de la province de Québec. Donc, je me justifie aujourd'hui, c'est vraiment ce que le fédéral a fait ou donnez-moi des preuves du contraire. Moi, les preuves que j'ai, c'est que ça n'a jamais été équitable, et je pourrais en parler aussi au niveau de bien d'autres sujets.

M. Gagnon: Monsieur le Président, justement, une des preuves bien connues et franchement méconnues, probablement, de l'opposition, c'est que plus de 48 p. 100 de la production laitière au Canada se retrouve au Québec, et c'est grâce aux quotas qu'on a mis en place, c'est grâce à la participation fédérale, c'est grâce aux garanties de ce marché canadien que le Québec a su contrôler, si on veut, 48 p. 100 de la production laitière.

On parle, encore une fois, des producteurs de pommes de terre. Parlons-en, des pommes de terre, parlons-en, par exemple, du sirop d'érable, mais moi, je le sais, par exemple, justement, j'ai travaillé avec une société à l'étranger, et on a voulu exploiter ce marché pour des producteurs québécois. Mais de dire que le gouvernement fédéral n'a rien fait, c'est tout à fait faux. Justement, on a les preuves, je vous ai parlé de 84 000 \$ qui ont été versés dans mon comté à l'UPA et vous ne voulez pas reconnaître qu'on ait versé encore un autre montant d'argent pour des gens qui travaillent dans le domaine, afin de diversifier la production locale.

Alors, c'est malheureux que l'opposition ne tienne pas compte de cela, parce que tout ce qu'on entend, c'est encore une fois l'idéologie séparatiste qui ne fait pas l'affaire de la vraie population québécoise.

M. Landry: Monsieur le Président, vous savez qu'au Québec, 24 p. 100 de la population travaille dans le domaine de l'agriculture et je dois dire que 10 p. 100 du budget de l'agriculture s'en vient au Québec.

M. Chrétien (Frontenac): Seulement 10 p. 100.

M. Landry: Seulement 10 p. 100. Je veux l'équité, que mon collègue d'en face me la donne et je serai prêt, après ça, à communiquer.

M. Gagnon: Monsieur le Président, il est certain qu'il y a beaucoup à faire dans le domaine de l'agriculture, mais aussi, je dois rappeler à l'honorable député que le gouvernement fédéral et plusieurs ministères sont en train de trouver des moyens pour rendre plus accessibles les programmes aux agriculteurs et agri-

cultrices du Québec. Mais quand même, je voudrais souligner à l'honorable député que justement, on est en train d'exploiter et d'étudier des programmes où on peut inviter les agriculteurs à se lancer dans la biotechnologie.

Justment, on a un programme dans mon comté pour inviter les agriculteurs, les travailleurs de la terre, à essayer de trouver des moyens pour peut-être introduire ces produits aux nouvelles technologies, à la santé, pour le mieux-être de la population canadienne.

• (1745)

Il est certain que cela ne fait pas toujours l'affaire de l'opposition d'entendre cela, mais quand on parle des entrepreneurs, si on parle des prêts bancaires, si on parle par exemple de l'implication, de l'engagement du Bureau fédéral de développement régional, de la Banque fédérale, on parle d'équilibre. Ce qui est important pour les agriculteurs du Québec, c'est de s'assurer dans un premier temps de l'existence du marché canadien.

Je crois qu'on retrouve la quasi-unanimité des producteurs québécois sur l'importance du marché canadien et sur l'importance de le maintenir afin de faire face à la concurrence américaine.

Des montants ont été mis à la disposition des agriculteurs, des scientifiques, des chercheurs, des unions, des syndicats. Il ne faut pas l'oublier, le fédéral a son rôle à jouer, et croyez-moi, il est souvent le bienvenu et ce n'est surtout pas ce que prétend le député de l'opposition.

M. Landry: Monsieur le Président, on parlait d'équité. Je voudrais débattre de la question de l'équité.

Dans mon comté, au Québec, et pas seulement là, on voit des personnes, des jeunes qui ont fini d'étudier en agriculture et qui veulent commencer à travailler à la ferme, acheter la ferme paternelle. Au niveau de la Société agricole, il y a un tas de restrictions, d'exigences qui sont imposées. On ne permet pas aux jeunes diplômés en agriculture de pouvoir se lancer dans le domaine dans lequel ils ont étudié.

C'est nous qui connaissons nos besoins au Québec, c'est nous qui savons de quoi nous avons besoin. Je sais qu'ils défendent le fédéral et je n'ai rien contre ça, mais que ce soit équitable. Comme je l'ai dit tout à l'heure, avec les chiffres que j'ai présentés, pour 24 p. 100 de la population, 10 p. 100 des budgets reviennent. Je ne demande pas la mer à boire! Mais 24 p. 100, qu'on l'applique *per capita* et qu'on nous donne vraiment ce qui nous revient.

Je vous dis qu'au niveau de l'agriculture au Québec, il y a des chevauchements, des dédoublements. Le parti d'en face nous dit de lui donner des solutions. On ne fait pas que critiquer. L'opposition officielle n'est pas seulement là pour critiquer, elle est là pour présenter des solutions. On l'a vu cet après-midi lorsqu'on a parlé des abris fiscaux, des fiducies familiales. On a dit où il fallait couper, on a dit ce qu'il faut donner. On ne fait pas que critiquer. Je suis bien prêt à critiquer, mais je suis prêt aussi à présenter des solutions.

[Traduction]

M. Jake E. Hoepfner (Lisgar—Marquette, Réf.): Monsieur le Président, en tant que politicien et agriculteur, je suis heureux